

Initiatives ministérielles

tions en 1980 parce qu'il avait tenté de privatiser Petro-Canada. Ce fut l'une des causes de sa défaite.

Petro-Canada fut établie et devint une société pétrolière intégrée, du puits à la pompe. Les Canadiens commencèrent à s'identifier à leur société pétrolière. Nous savons que les Canadiens ont dépensé environ 6,8 milliards en dollars de 1990 pour bâtir Petro-Canada.

Il faut nous demander pourquoi nous avons établi Petro-Canada. D'abord, parce que nous voulions avoir une fenêtre sur l'industrie. C'était l'expression utilisée à l'époque: une fenêtre sur l'industrie. Les Canadiens et le gouvernement du Canada devaient avoir les renseignements. Le gouvernement devait savoir ce qui se passait dans ce secteur, car tout gouvernement qui veut planifier son économie doit avoir ces renseignements importants, l'énergie étant le fondement même de l'activité économique.

Deuxièmement, nous voulions avoir un levier dans le secteur énergétique, car 90 p. 100 de ce secteur appartenait à des sociétés étrangères. Avec Petro-Canada, on a voulu faire en sorte que les Canadiens deviennent des propriétaires dans le secteur énergétique.

Troisièmement, Petro-Canada a été créée pour discipliner d'autres pétrolières, non pas pour fixer les prix, mais pour empêcher les Canadiens de se faire escroquer en période de crises énergétiques. En fait, je pense aujourd'hui que si Petro-Canada n'était pas en place, l'escroquerie serait encore plus grande qu'elle ne l'est à l'heure actuelle.

Une quatrième raison, qui est devenue encore plus apparente aujourd'hui, étant donné toute cette tactique de relations publiques qui a donné lieu au prétendu Plan vert, c'est d'avoir une politique d'intérêt public.

Petro-Canada avait quatre raisons d'être, et je dois me demander si elles sont toujours valables aujourd'hui en 1990. Avons-nous encore besoin d'une fenêtre sur le secteur énergétique? Avons-nous encore besoin d'un levier dans ce secteur? Devons-nous toujours chercher à discipliner les autres pétrolières et faire de cela un instrument de politique d'intérêt public? Oui, plus que jamais, l'existence de Petro-Canada en tant que société publique est justifiée.

Des voix: Bravo!

M. Rodriguez: Les conservateurs adoptent une position idéologique. Ils sont menés par une idéologie. Petro-

Canada est devenue un symbole. Ce que le gouvernement tente de faire avec Petro-Canada, s'il parvient à remporter la majorité des voix aujourd'hui et à démanteler cette société, c'est de transmettre au monde le message que le Canada n'a plus de gouvernement qui est le gardien de notre patrimoine national.

Des voix: Bravo!

Une voix: Ils s'en réjouissent.

M. Rodriguez: C'est exact. J'ai remarqué que les simples députés conservateurs s'en réjouissent.

Une voix: C'est honteux!

M. Rodriguez: Le message est limpide. En se débarrassant de Petro-Canada, le gouvernement dilapide l'héritage des enfants canadiens. Il détruit un symbole de fierté nationale, ni plus ni moins.

Parlons de la deuxième raison: cette fenêtre sur l'industrie. Par l'entremise de sa société pétrolière, le gouvernement a acquis beaucoup de connaissances sur le fonctionnement de ce secteur. Petro-Canada a permis au gouvernement d'acquérir des connaissances qu'il n'avait pas auparavant, des connaissances importantes, des renseignements importants pour tout gouvernement qui désire planifier l'économie de son pays. Petro-Canada n'est certainement pas une société parasite. Elle paie son dû.

• (1240)

L'autre question est celle de l'effet de levier. La vente de Petro-Canada fera augmenter la proportion de la propriété étrangère dans le secteur de l'énergie. Elle passera à 60 p. 100 si le gouvernement réussit à vendre Petro-Canada.

En disciplinant les autres sociétés pétrolières, Petro-Canada a certainement, à mon avis du moins, minimisé l'appétit des sociétés pétrolières. Chaque fois qu'il y a une crise, elles réagissent très rapidement pour profiter des variations de prix et faire des profits inattendus. Attendez les résultats financiers de cette année. Nous allons voir des bénéficiaires qui feront paraître les banques comme des jardins d'enfants. Petro-Canada est un frein pour toutes ces sociétés qui n'attendent qu'une occasion d'exploiter les Canadiens. Il n'y a pas le moindre doute dans mon esprit.

Il y a ensuite l'intérêt public. S'il y a jamais eu un moment où une société d'État peut servir l'intérêt public dans le domaine pétrolier, c'est bien maintenant. Le gouvernement manque totalement de stratégie environnementale précise et pratique.